



Assemblée Générale ordinaire

ADULLACT

Compte rendu de séance du 24 juin 2010

2ème Congrès annuel de l'ADULLACT
Montpellier

soit

Un document de 26 pages

incluant le compte rendu (jusqu'à la page 16)

et

ses annexes (pages 17 à 26)

diffusion :

aux représentants des collectivités territoriales et assimilées, des administrations et établissements dépendant de l'Etat, des établissements publics de santé et assimilés des associations, des établissements d'enseignement, et des entreprises, ainsi qu'aux personnes physiques adhérentes de l'association

ORDRE DU JOUR

1. Rapport moral

2. Rapport d'activité

- 2.1. Etat des lieux des adhésions
- 2.2. Etat des lieux de la forge ADULLACT
- 2.3. Etat des lieux des groupes de travail
- 2.4. Etat des lieux de participations

3. Rapport financier

4. Rapport d'expertise du Commissaire aux Comptes

5. Approbation des comptes par l'Assemblée Générale

6. Renouvellement du Conseil d'Administration

7. Modifications statutaires en vue de la Reconnaissance d'Utilité Publique

8. Cotisation « Entreprises » : tranche « Auto-entrepreneur »

9. Questions diverses

ANNEXES

Annexe 1 : Liste des correspondants présents

Annexe 1 bis : Liste des correspondants représentés

Annexe 1 ter : Liste des correspondants invités

Annexe 2 : Graphique de présentation de l'évolution du nombre d'adhérents

Annexe 3 : Nouvelle composition du Conseil d'Administration

Annexe 4 : Synthèse des modifications statutaires en vue de la RUP

Annexe 5 : Compte de résultat 2009

Annexe 6 : Bilan 2009

PREAMBULE

17h00 - M. François ELIE, Président de l'ADULLACT, prononce un mot de bienvenue à l'attention des membres présents et les remercie pour leur participation, avec une attention particulière aux représentants réunionnais, le Conseil Régional de la Réunion délibérant ce jour même favorablement pour une adhésion à l'ADULLACT à compter de 2010.

M. Matthieu PIAUMIER, Responsable Administratif et Financier de l'ADULLACT, procède ensuite aux décomptes des membres ayant émargé et des pouvoirs ayant été transmis préalablement à la séance. Il est constaté que **32 membres sont présents et 39 sont représentés, soit au total 71 voix : le quorum étant situé à 54,25 voix, soit un quart des 217 membres à jour de cotisation, les conditions sont réunies pour que l'Assemblée Générale délibère valablement.**

Il est par ailleurs précisé que cinq pouvoirs supplémentaires ont été établis trop tardivement pour être pris en compte et n'ont donc pas été intégrés aux décomptes précédents :

- **M. François LOC'H**, représentant le Conseil Général des Hauts-de-Seine et donnant pouvoir à **M. François ELIE**, Président de l'ADULLACT
- **M. Jean-Baptiste FRANCON**, représentant la Ville de Moissy-Cramayel et donnant pouvoir à **M. François ELIE**, Président de l'ADULLACT
- **M. Christophe LHARDY**, représentant la Ville de Bezons et donnant pouvoir à **M. François ELIE**, Président de l'ADULLACT
- **M. Jean PEYRATOUT**, représentant l'association Scideralle et donnant pouvoir en blanc
- **M. Patrick DUMAS**, représentant la Ville de Molières-sur-Cèze et donnant pouvoir en blanc

Pour animer cette séance, **M. François ELIE** est accompagné de **M. Pascal FEYDEL**, Délégué Général de l'ADULLACT.

M. Matthieu PIAUMIER est nommé secrétaire de séance.

RAPPORT MORAL

17h02 - M. François ELIE débute son rapport moral en précisant que les idées conductrices de l'ADULLACT avancent avec la confirmation d'un intérêt pour une économie autour de forges de développement et l'intérêt avéré des éditeurs traditionnels qui embarquent dans leurs solutions des briques libres issues des travaux de l'association.

M. François ELIE souligne le signe fort que représente le fait que de grands marchés avec de grandes ambitions et des dépôts en logiciels libres voient le jour, à l'instar de web-RSA porté par le Conseil Général de la Seine-Saint-Denis et de l'ENT Lilie porté par le Conseil Régional d'Ile-de-France.

M. François ELIE poursuit en partageant une inquiétude : les collectivités territoriales portant des projets en logiciels libres s'interrogent sur la pertinence de créer des structures dédiées à leur gestion et leur pilotage (GIP, GIE, association, etc.), et ces démarches semblent devoir ajouter une complexité supplémentaire à la gouvernance des projets. Il indique avoir déjà signalé ce danger à Bruxelles à l'occasion d'une réunion OSOR. Il soumet à l'assemblée trois idées pour bâtir une gouvernance de projet plus souple et plus légère :

- identification d'un mainteneur officiel en charge de la gestion et de l'arbitrage
- utilisation par les collectivités territoriales des marchés à bons de commande, simples et souples

- à l'instar d'une initiative née au Danemark, mise en place d'un système d'évolution de la feuille de route des projets, en fonction du financement et intégrant un droit de vote à la hauteur de l'investissement de chacun

M. François ELIE conclut son rapport moral en précisant qu'une aide à la mutualisation en amont est toujours aussi nécessaire, et l'ADULLACT assumera ce rôle. Pour résumer : il s'agit de mutualiser la mutualisation.

RAPPORT D'ACTIVITE

17h05 - M. François ELIE donne ensuite la parole à **M. Pascal FEYDEL**, Délégué Général de l'ADULLACT, pour la présentation du rapport d'activité.

ETAT DES ADHESIONS

17h06 - M. Pascal FEYDEL commente l'état des adhésions 2009 en indiquant une progression notable du nombre de membres « Collectivités Territoriales », principalement liée à l'émergence de services en ligne mis à disposition des membres : le dispositif de télé-transmission S²LOW apparaît comme étant l'un des vecteurs principaux d'adhésion.

M. Pascal FEYDEL poursuit en indiquant que :

- suite à une forte baisse du nombre d'associations adhérentes, essentiellement du fait de l'application d'une cotisation annuelle à 15,00 € en lieu et place d'une adhésion précédemment gratuite, les associations ré-adhèrent mais pas encore de façon significative
- le nombre d'entreprises adhérentes stagne, essentiellement du fait d'un manque de suivi de cette typologie d'adhérent
- le nombre d'individus adhérents quant à lui baisse car l'ADULLACT n'est pas forcément dimensionnée pour cette typologie d'adhérent

| Adhérents | Fin 2008 | Fin 2009 |
|--|------------|------------------------|
| Collectivités territoriales et administrations publiques | 142 | 176 (+ 23,94 %) |
| Associations | 4 | 5 (+ 25,00 %) |
| Enseignement | 1 | 2 (+ 100,00 %) |
| Entreprises | 12 | 9 (- 25,00 %) |
| Individus | 29 | 16 (- 44,83 %) |
| TOTAL | 188 | 208 (+ 10,64 %) |

En 2009, 15 collectivités territoriales ont résilié leur adhésion à l'ADULLACT :

- Conseil Régional Poitou-Charentes
- Conseil Général de la Manche
- Conseil Général de la Moselle
- Mairie de Bayeux
- Mairie d'Equeurdreville-Hainneville
- Mairie d'Istres
- Mairie de Saint-Germain-en-Laye
- Mairie de Saint-Jean-de-la-Ruelle
- Communauté de Communes du Canton de Rumilly
- Communauté de Communes Sud Ouest Amiénois
- SITOM de la Vallée du Mont-Blanc
- SIVOM des Cluses
- SM3A
- Association des Maires de la Seine-Maritime
- ACTEP

M. Pascal FEYDEL indique qu'il s'agit de résiliations non négligeables motivées par des raisons budgétaires, par des aspects politiques, ou par l'absence d'impulsion liée aux changements d'interlocuteurs au sein de la collectivité.

M. Pascal FEYDEL poursuit en détaillant les 49 nouvelles adhésions de 2009, contre 39 en 2008 :

- 2 Conseils Régionaux
- 9 Conseils Généraux
- 7 Communautés Urbaines, d'Agglomération, de Communes
- 21 Communes
- 1 Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale
- 1 Associations de Collectivités
- 1 Services Départementaux d'Incendie et de Secours
- 4 Syndicats Intercommunaux
- 3 Etablissements publics

Le détail des nouvelles adhésions enregistrées depuis janvier 2010 (16) confirme la courbe ascendante annoncée en préambule :

- 3 Communautés Urbaines, d'Agglomération, de Communes
- 10 Communes
- 1 Association de Collectivités
- 1 Syndicat Intercommunal
- 1 Etablissement public

M. Pascal FEYDEL conclut l'état des adhésions en précisant qu'à fin 2010, l'ADULLACT devrait connaître une progression légèrement moins forte des nouvelles adhésions de collectivités par rapport à 2009.

ETAT DES LIEUX DE LA FORGE ADULLACT

17h10 - M. Pascal FEYDEL introduit l'état des lieux de la forge adullact.net en indiquant qu'une migration de Gforge vers FusionForge a été mise en œuvre, conduisant aux améliorations suivantes :

- diversité des gestionnaires de sources disponibles (CVS, SVN, GIT, BAZAAR)
- possibilité de disposer d'un WIKI (mediawiki) pour chaque projet
- possibilité de poser des étiquettes (tags) sur chaque projet
- possibilité de détailler les contributeurs d'un projet (commanditaire, financeur, développeur, testeur) avec affichage du logo et une page dédiée pour chaque contributeur
- amélioration des feuilles de style et de gabarits de pages afin d'améliorer "l'accessibilité" (handicap) et simplifier la maintenance
- possibilité de visualiser tous les projets ou tous les tags, via l'onglet "projets"

Cette migration s'est avérée difficile, malgré le recours aux services de **M. Roland MAS**, un des administrateurs des projets Gforge et FusionForge, à hauteur de 45 jours, avec comme bénéfices la mise en place d'une forge la plus accessible possible au plus grand nombre.

M. François ELIE souligne l'apparition explicite sur la forge de la notion de contribution : il était devenu indispensable de donner de la visibilité et de l'image aux collectivités contributrices « ayant su utiliser l'argent public ».

M. Pascal FEYDEL conclut l'état des lieux de la forge adullact.net en présentant les chiffres :

- 472 projets hébergés
- 5 237 utilisateurs enregistrés
- 15 000 téléchargements par mois
- 830 000 téléchargements depuis son lancement

Et en provenance d'AdmiSource :

- 28 nouveaux projets hébergés
- 390 nouveaux utilisateurs enregistrés
- 44 250 téléchargements supplémentaires en un an

ETAT DES LIEUX DES GROUPES DE TRAVAIL

17h12 - M. Pascal FEYDEL présente l'état des lieux des groupes de travail :

Groupes de Travail ouverts actifs :

- Archivage Electronique (session Congrès)
- Gestion de la Petite Enfance
- Gestion du RSA (session Congrès)
- Gestion de la Police Municipale
- Dématérialisation des Marchés Publics

Groupes de Travail ouverts non actifs :

- Maison Départementale pour les Personnes Handicapées
- Parapheur Electronique (session Congrès)
- Gestion des Délibérations (session Congrès)
- Evolutions S²LOW
- Infrastructure et outils décisionnels

Groupes de Travail à lancer :

- SOA
- Gestion des Ressources Humaines
- Système d'Information Géographique (session congrès)
- Pastell (session Congrès)

M. Pascal FEYDEL détaille brièvement l'état des lieux de certains de ces groupes :

- le groupe de travail sur l'**Archivage Electronique à Valeur Probante**, lancé en février 2008, réunit de nombreuses et importantes collectivités. Ce groupe de travail a occasionné 3 réunions en 2009, et 2 nouvelles se sont d'ores et déjà tenues en 2010
- le groupe de travail sur la **Gestion de la Petite Enfance** réunit de nombreuses collectivités, et est accompagné par la société CAP-TIC et la Ville de Limoges
- le groupe de travail **Gestion du RSA** est caractérisé par des réunions très rapprochées mais souffre du manque de contributeur : aujourd'hui, le groupe de travail est porté par le Conseil Général de la Seine-Saint-Denis et le Conseil Général des Pyrénées-Orientales, et 2 conseils généraux font défaut pour constituer une véritable communauté
- le groupe de travail **Gestion de la Police Municipale** a été lancé mais présente, suite à une première réunion, des problèmes de mobilisation sur ce thème
- le groupe de travail **Dématérialisation des Marchés Publics** a été lancé lors du Salon des Maires et des Collectivités Locales 2009 en s'appuyant sur la volonté d'utilisateurs de la solution Local Trust MPE d'Atexo de voir émerger une concurrence autour du produit, et ce malgré un code source dénué de documentation et de commentaire. Dans ce cadre, le Conseil d'Administration de l'ADULLACT a voté une mission d'audit de code visant à fournir des livrables de documentation développeur autour de la solution.

ETAT DES LIEUX DES PARTICIPATIONS 2009

17h14 - M. François ELIE présente l'état des participations en 2008 à des manifestations :

- Solution Linux 2009 (31 mars, 1er et 2 avril 2009 – Paris)
- 6ème Journée Territoriale du Logiciel Libre (24 juin 2009 – Montpellier)
- Linux Tag (du 24 au 27 juillet 2009 – Berlin)
- Book Camp à La Cantine (26 septembre 2009 – Paris)
- Open World Forum (1er et 2 octobre 2009 – Paris)
- Congrès International des Archivistes (26 novembre 2009 – Paris)
- Coopération Bamako - CG 93 (du 4 au 10 décembre 2009 - Bamako)

M. François ELIE précise que du 6 au 11 juillet 2010 se tiendront à Bordeaux les 11èmes Rencontres Mondiales du Logiciel Libre et qu'à cette occasion il est en charge du thème « Collectivités, Administrations et politiques publiques ».

RAPPORT FINANCIER

17h16 - M. François ELIE donne la parole à **M. Pascal FEYDEL** pour la présentation du rapport financier.

M. Pascal FEYDEL indique donc que, suite à un septième exercice classique (12 mois), les bilans réalisés par **M. Vincent LAMBERT**, expert-comptable à Montpellier, affichent un résultat net comptable de 49 885,00 €. Par rapport à 2008, les variations notables concernent une augmentation des recettes de 19,82 %, et une baisse du niveau d'aides et de subventions de 44,86 % du fait de la clôture des travaux de fusion des forges adullact.net et AdmiSource, lesquels avaient occasionné en 2008 le versement d'une subvention de 32 560,00 € en provenance de la DGME. Pour sa part, la Direction des Archives de France a reconduit en 2009 le versement d'une subvention de 40 000,00 € dans le cadre du projet d'Archivage Electronique à Valeur Probante.

| | Montant | Variation |
|--------------------------------|----------------|------------------|
| Recettes | 579 810 | + 19,82 % |
| Aides et subventions | 40 000 | - 44,86 % |
| Autres produits | 1 126 | - 80,58 % |
| PRODUITS D'EXPLOITATION | 620 936 | + 10,43 % |
| Charges d'exploitation | 581 155 | + 18,98 % |
| CHARGES D'EXPLOITATION | 581 155 | + 18,98 % |
| RESULTAT D'EXPLOITATION | 39 781 | - 46,10 % |
| Produits financiers | 383 | N/S |
| Charges financières | 503 | - 30,13 % |
| Reprise fonds dédiés | 10 225 | |
| RESULTAT NET | 49 885 | - 18,70 % |

M. Pascal FEYDEL poursuit par la présentation du détail par poste de recettes et de dépenses.

Il précise que 63,00 % des dépenses sont liés aux seuls frais de personnel (salaires, charges, et taxes) des 9 employés de l'association.

Le poste « honoraires » est également en dépassement par rapport au budget prévisionnel établi, du fait :

- de la migration de la plate-forme adullact.net vers Fusion Forge et de la mise en œuvre de la notion de contribution engagées auprès de **M. Roland MAS**
- du développement de S²LOW ACTES 1.4 engagé auprès de la société **SIGMALIS**
- de l'audit d'homologation de S²LOW HELIOS engagé auprès de la société **OPPIDA**
- du prolongement du groupe de travail « Archivage Electronique à Valeur Probante », et du solde de la sous-traitance engagée auprès de la **SCIC ADULLACT Projet**

Outre l'augmentation du volume de cotisations, **M. Pascal FEYDEL** précise que le poste de recettes « Participations entreprises congrès 2009 » correspond à la prise en charge par les exposants du 1er congrès annuel des frais de participation : le nombre d'exposant ayant augmenté en 2010, il a été

possible d'améliorer le niveau de prestation de la seconde édition et d'ajouter au programme une demi-journée supplémentaire.

| DEPENSES | Prévisionnel | Réalisé | Ecart |
|---------------------------------|----------------|----------------|---------------|
| Achats | 10 800 | 15 633 | 4 833 |
| Locaux | 9 960 | 10 571 | 611 |
| Poste et télécommunications | 4 080 | 3 355 | -725 |
| Frais de déplacement | 48 000 | 44 184 | -3 816 |
| Frais de personnel | 330 230 | 366 550 | 36 320 |
| Assurances | 2 500 | 3 799 | 1 299 |
| Impôts et taxes | 16 043 | 19 874 | 3 831 |
| Prestations / Honoraires | 39 900 | 85 490 | 45 590 |
| Publicité | 17 250 | 21 112 | 3 862 |
| Amortissement | 11 022 | 10 332 | -690 |
| Provisions | 0 | 0 | 0 |
| Autres charges | 6 000 | 255 | -5 745 |
| TOTAL CHARGES D'EXPLOIT. | 495 785 | 581 155 | 85 370 |

| RECETTES | Prévisionnel | Réalisé | Ecart |
|---|----------------|----------------|---------------|
| Cotisations | 520 350 | 562 260 | 41 910 |
| Stages | 3 000 | 7 050 | 4 050 |
| Participations entreprises congrès 2009 | 0 | 10 500 | 10 500 |
| Subventions | 0 | 40 000 | 40 000 |
| Autres produits | 0 | 1 126 | 1 126 |
| TOTAL PRODUITS D'EXPLOIT. | 523 350 | 620 936 | 97 586 |

| | | | |
|---|---------------|---------------|---------------|
| Produits financier | 0 | 383 | 383 |
| Charges financières | 0 | 503 | 503 |
| RESULTAT AV. PARTICIPATION ET IS | 27 565 | 39 661 | 12 096 |

RAPPORT D'EXPERTISE DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

17h20 - M. François ELIE donne ensuite la parole à **Mme Florence GABRIEL¹**, Commissaire aux Comptes chez KPMG Entreprises, venue présenter les conclusions de son audit sur les comptes 2009 de l'ADULLACT effectué les 8 et 9 mars 2010.

Dans le cadre de sa synthèse sur les comptes 2008 de l'ADULLACT, **Mme Florence GABRIEL** rappelle à l'assemblée les missions qui lui sont confiées dans le cadre de son intervention, à savoir un contrôle de régularité et de sincérité des éléments comptables de l'association. L'examen de la conformité des fonds affectés révèle que les comptes sont en adéquation par rapport aux statuts. **Mme Florence GABRIEL** conclut donc son rapport général en « **certifiant que les comptes sont sincères et réguliers par rapport à la loi française** ».

Dans le cadre de son rapport spécial sur les conventions réglementées, **Mme Florence GABRIEL** débute en rappelant que ce rapport a pour objectif de préciser les relations conventionnées existantes entre l'association ADULLACT et ses administrateurs. A ce titre, aucune nouvelle convention n'a été identifiée au titre de 2009.

1

KPMG Entreprises - 1567 avenue Albert Einstein - CS 79516 - 34960 MONTPELLIER CEDEX 2
fgabriel@kpmg.fr - Tél. 04 67 99 14 82

APPROBATION DES COMPTES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE

17h23 - M. François ELIE soumet les comptes 2009 de l'ADULLACT à l'approbation de l'Assemblée Générale.

17h23 - vote : approuvés à l'unanimité

A l'issue du vote, **M. François ELIE** remercie l'assemblée.

RENOUVELLEMENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

17h24 - M. François ELIE indique en préambule que le Conseil d'Administration de l'ADULLACT est composé au maximum de 25 membres, élus pour un mandat de 2 ans et par les membres de chaque collège.

La composition statutaire du Conseil d'Administration est la suivante :

- 15 représentants des collectivités territoriales et assimilées, des administrations et établissements dépendant de l'Etat, des établissements publics de santé et assimilés
- 3 représentants des membres associés « associations »
- 2 représentants des membres associés « enseignement »
- 2 représentants des membres associés « entreprises »
- 2 représentants des membres associés « individus »
- 1 représentant des salariés

Pour le collège « collectivités territoriales et assimilées », **M. François ELIE** détaille les actes de candidatures enregistrés préalablement à la séance :

- Agence Landais Pour l'Informatique - M. Renaud LAGRAVE
- Clermont Communauté - M. Patrice RODIER
- Communauté Urbaine de Lille - M. Philippe ALLART
- Conseil Général des Pyrénées-Orientales - M. Stéphane CLERCQ
- Conseil Général de la Seine-Saint-Denis - M. Jean-Pierre TROEIRA
- GrandAngoulême - M. François ELIE
- SIVU des Inforoutes de l'Ardèche - M. Maurice QUINKAL

Le nombre de candidatures étant insuffisant, **M. François ELIE** effectue un appel à candidature auprès de l'assemblée des membres présents et il ressort les candidatures complémentaires suivantes :

- Ville d'Arles – par l'intermédiaire de M. François RAYNAUD
- Ville de Paris - par l'intermédiaire de M. Pierre LEVY
- Ville de Vedène - par l'intermédiaire de M. Louis COSTEPLANE
- Communauté Urbaine de Toulouse - par l'intermédiaire de M. Nicolas DECOUNDUN
- Conseil Régional d'Aquitaine – par l'intermédiaire de M. Jean-Paul CHIRON
- Centre de Gestion du Nord – par l'intermédiaire de M. Maurice DE BOSSCHER

M. François RAYNAUD indique en se portant candidat qu'il aurait toutefois préféré qu'il y ait davantage de renouvellement au conseil d'administration

Conformément aux statuts, un siège revient de droit à la DGME, unique membre du sous-collège des « administrations et établissements dépendant de l'Etat ». **M. Elie SILBERZTEIN**, présent au nom de

la DGME indique qu'il n'a pas mandat pour se porter candidat. Toutefois, devant l'impossibilité de reporter l'élection, **M. François ELIE** propose que la candidature de la DGME soit acceptée avec la possibilité d'une démission ultérieure, l'inverse étant impossible.

M. François ELIE propose aux membres du collège des « collectivités territoriales et assimilées, des administrations et établissements dépendant de l'Etat, des établissements publics de santé et assimilés » de procéder à l'élection des candidatures ainsi recueillies, soit 14 sièges sur un maximum de 15.

17h30 - vote : approuvé à l'unanimité

Sont donc élus :

- Agence Landais Pour l'Informatique - M. Renaud LAGRAVE
- Clermont Communauté - M. Patrice RODIER
- Communauté Urbaine de Lille - M. Philippe ALLART
- Conseil Général des Pyrénées-Orientales - M. Stéphane CLERCQ
- Conseil Général de la Seine-Saint-Denis - M. Jean-Pierre TROEIRA
- GrandAngoulême - M. François ELIE
- SIVU des Inforoutes de l'Ardèche - M. Maurice QUINKAL
- Direction Générale de Modernisation de l'Etat
- Ville d'Arles – M. François RAYNAUD
- Ville de Paris - M. Pierre LEVY
- Ville de Vedène - M. Louis COSTEPLANE
- Communauté Urbaine de Toulouse - M. Nicolas DECOUNDUN
- Conseil Régional d'Aquitaine – M. Jean-Paul CHIRON
- Centre de Gestion du Nord – M. Maurice DE BOSSCHER

Pour le collège des membres associés « associations », **M. François ELIE** détaille les actes de candidatures enregistrés préalablement à la séance :

- Educ'OOo - M. Eric BACHARD
- Ecole Ouverte Francophone - M. Alix MASCRET

M. François ELIE constate qu'il n'y a pas d'autres candidats dans l'assemblée et propose aux membres du collège des membres associés « associations » de procéder à l'élection des candidatures ainsi recueillies, soit 2 sièges sur un maximum de 3.

17h31 - vote : approuvé à l'unanimité

Sont donc élus :

- Educ'OOo - M. Eric BACHARD
- Ecole Ouverte Francophone - M. Alix MASCRET

Pour le collège des membres associés « entreprises », **M. François ELIE** détaille les actes de candidatures enregistrés préalablement à la séance :

- BST Consultant - M. Olivier FOSSE

M. François ELIE constate qu'il n'y a pas d'autres candidats dans l'assemblée et propose aux membres du collège des membres associés « entreprises » de procéder à l'élection des candidatures ainsi recueillies, soit 1 siège sur un maximum de 2.

17h32 - vote : approuvé à l'unanimité

Est donc élu :

- BST Consultant - M. Olivier FOSSE

Pour le collège des membres associés « enseignement », **M. François ELIE** détaille les actes de candidatures enregistrés préalablement à la séance :

- Collège Lamartine de Soissons - Mme Arlette CORBIN
- MUTUALIBRE - M. Pierre JARRET

M. François ELIE constate qu'il n'y a pas d'autres candidats dans l'assemblée et propose aux membres du collège des membres associés « enseignement » de procéder à l'élection des candidatures ainsi recueillies, soit 2 sièges sur un maximum de 2.

17h33 - vote : approuvé à l'unanimité

Sont donc élus :

- Mme Arlette CORBIN
- MUTUALIBRE - M. Pierre JARRET

Pour le collège des membres associés « individus », **M. François ELIE** détaille les actes de candidatures enregistrés préalablement à la séance :

- M. Jean-Louis BERNARD
- M. Francis BOISSON
- Mme Claudine CHASSAGNE
- M. Christel COURTY

M. François ELIE constate qu'il n'y a pas d'autres candidats dans l'assemblée et propose aux membres du collège des membres associés « individus » de procéder à l'élection de leurs représentants, soit 2 sièges sur un maximum de 2.

17h35 - vote : M. Jean-Louis BERNARD : 3 voix pour, 0 voix contre

17h35 - vote : M. Francis BOISSON : 0 voix pour, 3 voix contre

17h35 - vote : Mme Claudine CHASSAGNE : 3 voix pour, 0 voix contre

17h35 - vote : M. Christel COURTY : 0 voix pour, 3 voix contre

Sont donc élus :

- M. Jean-Louis BERNARD
- Mme Claudine CHASSAGNE

Il est précisé que préalablement à la séance, les salariés de l'ADULLACT ont élu à l'unanimité **M. Pascal KUCZYNSKI**, Directeur Technique de l'ADULLACT, en qualité de représentant du personnel.

Le Conseil d'Administration ainsi élu sera composé de 22 membres sur un maximum de 25.

MODIFICATIONS STATUTAIRES EN VUE DE LA R.U.P.

17h36 - M. François ELIE rappelle à l'assemblée que l'ADULLACT prépare depuis plusieurs mois le dépôt, auprès du Conseil d'Etat, d'une demande de Reconnaissance d'Utilité Publique et qu'elle est dans ce cadre accompagnée par le cabinet MILON & ASSOCIES².

Les étapes préparatoires au dépôt se détaillent comme suit :

- Mise en conformité des statuts et approbation en Assemblée Générale
- Autorisation de l'Assemblée Générale pour le dépôt de la demande
- Constitution de la demande administrative
- Elaboration d'une note exposant l'origine, le développement, les conditions de fonctionnement et le but d'intérêt public

Préalablement à la séance, les statuts types pour l'éligibilité à la Reconnaissance d'Utilité Publique ont été transmis aux membres de l'ADULLACT. Par comparaison avec les statuts actuels de l'association, il ressort qu'une réorganisation des articles est nécessaire, sans toutefois intervenir sur le fond.

Deux points restent cependant à débattre par l'Assemblée Générale : la conservation ou non d'un préambule, et la liste des moyens mis en œuvre par l'association pour réaliser ses objectifs statutaires.

Question de M. Louis COSTEPLANE, Ville de Vedène : *n'est-il pas nécessaire de se constituer en Assemblée Générale extraordinaire pour modifier les statuts ?*

Réponse de M. François ELIE : *conformément à l'article 15 des statuts actuels de l'ADULLACT, toute Assemblée Générale ordinaire peut modifier les statuts.*

Sachant qu'il n'est pas nécessaire d'inclure un préambule aux nouveaux statuts, **M. François ELIE** poursuit en indiquant que la conservation d'un préambule permettrait de garder en mémoire les principes fondateurs de l'ADULLACT, initialement instaurés en 2002 au lancement de l'association.

M. François ELIE soumet donc à l'Assemblée Générale le préambule suivant :

« L'ADULLACT s'est donné pour tâche de soutenir et coordonner l'action des administrations et des collectivités territoriales pour promouvoir, développer, mutualiser et maintenir un patrimoine commun de logiciels libres métiers utiles aux missions de service public.

Pour satisfaire les contraintes de transparence, de sécurité, d'interopérabilité et d'évolutivité indispensables pour gérer dans de bonnes conditions les services et les données publiques en favorisant les téléprocédures, ce patrimoine logiciel respectera les standards et les

² Cabinet MILON & ASSOCIES - 136, boulevard Haussmann - 75008 PARIS
ymilon@ymfl-avocats.com - Tél. 01 56 88 11 81

protocoles ouverts, (publiquement documentés, librement utilisables et implémentables) et sera librement utilisable, copiable, modifiable et redistribuable pour quiconque sans aucune discrimination (quatre libertés du logiciel libre).

Richard Stallman, le fondateur de la Free Software Foundation, a coutume de résumer ce qu'est le logiciel libre par Liberté, Egalité, Fraternité.

L'ADULLACT se donne pour mission de porter les Logiciels Libres dans tous les domaines qui touchent aux services publics réalisés avec de l'argent public (administration, éducation, monde associatif, santé...) ».

M. François ELIE soumet au vote de l'Assemblée Générale l'intégration dans les nouveaux statuts du préambule pré-cité.

17h45 - vote : approuvé à l'unanimité

S'agissant des moyens mis en œuvre par l'association pour réaliser ses objectifs statutaires, **M. François ELIE** propose d'établir avec le cabinet MILON & ASSOCIES une liste type et conforme aux attentes du Conseil d'Etat vis-à-vis d'une association sollicitant le statut RUP. **M. François ELIE** propose toutefois que la forge adullact.net fasse partie intégrante de cette liste.

M. François ELIE soumet au vote de l'Assemblée Générale la présence dans les nouveaux statuts de la forge adullact.net en tant que moyen à mettre en œuvre pour que l'association réalise ses objectifs statutaires.

17h48 - vote : approuvé à la majorité (7 abstentions)

Constatant qu'il n'y a plus de questions, **M. François ELIE** soumet au vote de l'Assemblée Générale la mise en conformité des statuts, conformément aux statuts types proposés par le cabinet MILON & ASSOCIES et adressés aux membres préalablement à la tenue de l'assemblée.

17h49 - vote : approuvé à l'unanimité

M. François ELIE soumet au vote de l'Assemblée Générale l'autorisation du dépôt d'une demande de Reconnaissance d'Utilité Publique auprès du Conseil d'Etat.

17h50 - vote : approuvé à l'unanimité

M. François ELIE soumet au vote de l'Assemblée Générale le mandatement du cabinet MILON & ASSOCIES pour instruire la demande de Reconnaissance d'Utilité Publique de l'ADULLACT.

Question de l'assemblée : à combien s'élèvent les honoraires du cabinet pour cette mission ?

Réponse de M. François ELIE : les honoraires du cabinet MILON & ASSOCIES s'élèveront à 6 000,00 € HT, ajustables en fonction de la charge réelle de l'instruction. Deux autres cabinets ont été consultés : elle se sont avérées « anormalement haute » et « anormalement basse » pour l'autre.

17h57 - vote : approuvé à l'unanimité

COTISATIONS « ENTREPRISES » : TRANCHE « AUTO-ENTREPRENEUR »

17h58 - Suite à une demande qui a été faite à l'association, **M. François ELIE** propose d'ajouter une tranche spécifique « auto-entrepreneur » à la grille de cotisations des « entreprises », dont le tarif pourrait s'établir à 50,00 € afin de matérialiser une adhésion de soutien sans impacter la santé financière de la structure adhérente.

Question de M. Daniel SUSZWALAK, SIVU des Inforoutes de l'Ardèche : cette tranche serait-elle applicable aux entreprises de 0 salarié ?

Réponse de M. François ELIE : en pratique non, mais cette hypothèse n'a pas été soulevée

Question de M. François RAYNAUD, Ville d'Arles : pourquoi ne pas appliquer à cette tranche le tarif applicable aux individus, soit 15,00 €, afin d'attirer dans ce collège un maximum de forces vives ?

Question de M. Olivier FOSSE, BST Consultant : afin d'éviter tout malentendu, ne faudrait-il pas plutôt remplacer le terme « salarié » par le terme « collaborateur » ?

M. François ELIE soumet au vote de l'Assemblée Générale la création d'une tranche supplémentaire dans la grille de cotisation « entreprises » dédiée aux structures composés d'un unique salarié, ou collaborateur, ou associé, et s'établissant à 15,00 € par an.

18h01 - vote : approuvé à la majorité (1 abstention)

Cette nouvelle tranche sera applicable à compter du 1er janvier 2011.

QUESTIONS DIVERSES

18h02 - En première question diverse, **M. Jean-Louis BERNARD** souhaite que dans le cadre de la Reconnaissance d'Utilité Publique une réflexion soit menée sur la notion de membre bienfaiteur, de sorte que l'ADULLACT soit préparée à accueillir ce nouveau type d'adhérent. **M. François ELIE** précise qu'effectivement l'obtention du statut RUP autoriserait la réception par l'association de dons et que dans ce cadre les membres bienfaiteurs devraient pouvoir obtenir un retour sur image : une vraie réflexion doit être conduite autour de la création de ce statut et de ses droits.

18h06 - En seconde question diverse, **M. Sylvain DEFROMONT** souhaite savoir si le magasin (<http://magasin.adullact.org>) est ouvert à tous, et **M. François ELIE** précise que le magasin n'est accessible qu'aux seuls membres.

18h07 - En troisième question diverse, **M. François RAYNAUD** regrette l'absence d'indicateurs permettant de connaître le nombre d'installations rencontrées par un projet suite à son téléchargement. **M. François ELIE** précise qu'il appartient aux SSSL de le préciser dans leur communication.

18h08 - En quatrième question diverse, **Mme Claudine CHASSAGNE** souhaite savoir s'il existe une offre libre concrète dans le monde hospitalier et dans le monde de l'éducation, en lien direct avec l'ADULLACT. **M. François ELIE** précise que fin 2004 l'ADULLACT s'est rapprochée d'un consortium hospitalier qui s'intéressait à la mutualisation ce qui a conduit à la tenue d'une journée de présentation devant plus de 100 hôpitaux, toutefois la dynamique n'a pas réussi à s'instaurer. Concernant le monde de l'éducation et de la recherche, **M. François ELIE** indique que l'ADULLACT suit de près les projets PLUME et COCKTAIL, lesquels s'appuient sur les ressources présentes pour l'un au sein du CNRS et pour l'autre au de l'administration des universités.

18h13 - En cinquième question diverse, **M. Jean-Paul CHIRON** souhaite savoir ce qu'il en est de la SCIC ADULLACT PROJET. **M. François ELIE** précise que la SCIC ADULLACT PROJET a pour vocation d'initier des développements en marge de l'association, à partir des spécifications issues des groupes de travail, et que son lancement en 2006 a été motivé par l'obtention de la mise en place d'une concurrence autour de la télé-transmission du contrôle de légalité, alors qu'initialement un monopole de la Caisse des Dépôts et des Consignations se dessinait. **M. Pascal FEYDEL** poursuit en indiquant que la SCIC ADULLACT PROJET est aujourd'hui entrée dans une nouvelle phase, avec l'existence d'une véritable concurrence autour des outils développés par la coopérative : S²LOW et le i-Parapheur sont intégrés aux offres logicielles de plusieurs éditeurs du marché, lesquels distribuent ces briques libres.

18h20 - Le président, après avoir demandé aux participants s'ils ont des questions et en les remerciant pour leur participation active, clôt l'Assemblée Générale.

François ELIE
Président de l'ADULLACT

Matthieu PIAUMIER
Secrétaire de séance

ANNEXE 1 : Liste des correspondants présents

| | |
|----|---|
| 1 | Renaud LAGRAVE, Agence Landaise Pour l'Informatique |
| 2 | Thierry GLANTZMANN, Association Pôle Numérique |
| 3 | Lucie GRIMAUD, AICRI |
| 4 | Béatrice CARPY, GIP ATEN (pouvoir Yves VERILHAC) |
| 5 | Maurice DE BOSSCHER, Centre de Gestion du Nord |
| 6 | Patrice RODIER, Clermont Communauté |
| 7 | François ELIE, GrandAngoulême |
| 8 | Philippe ALLART, Communauté Urbaine de Lille Métropole |
| 9 | Nicolas DECOUDUN, Communauté Urbaine Toulouse (pouvoir Erwane MONTHUBERT) |
| 10 | Antoine GEORGEVAIL, Conseil Général de la Gironde |
| 11 | Pascal JARRIGE, Conseil Général de la Seine-Saint-Denis |
| 12 | Hubert CAHEN, Conseil Général d'Indre-et-Loire |
| 13 | Gunther BAEKELANDT, Conseil Général du Doubs |
| 14 | Jean-Paul CHIRON, Conseil Régional d'Aquitaine |
| 15 | Jean-François MANGIN, Conseil Régional Languedoc-Roussillon |
| 16 | Elie SILBERZTEIN, DGME |
| 17 | Jean-François MARTEL, Ville d'Albi |
| 18 | Dominique BLUM, Ville d'Annecy |
| 19 | François RAYNAUD, Ville d'Arles |
| 20 | Alexandre GARCIA, Ville de Limoges |
| 21 | Patrice PERNAYAN, Ville de Marseille |
| 22 | Pierre LEVY, Ville de Paris |
| 23 | Louis COSTEPLANE, Ville de Vedène |
| 24 | Bruno LAURET, Ville du Tampon |
| 25 | Daniel SUSZWALAK, SIVU des Inforoutes de l'Ardèche |
| 26 | Mylène RAMM, Somme Numérique (pouvoir Yves BRIANCON) |
| 27 | Alix MASCRET, Ecole Ouverte Francophone |
| 28 | Pierre JARRET, MUTUALIBRE |
| 29 | Olivier FOSSE, BST Consultant |
| 30 | Hubert HOELTZEL, CAP-TIC |
| 31 | Jean-Louis BERNARD |
| 32 | Claudine CHASSAGNE |

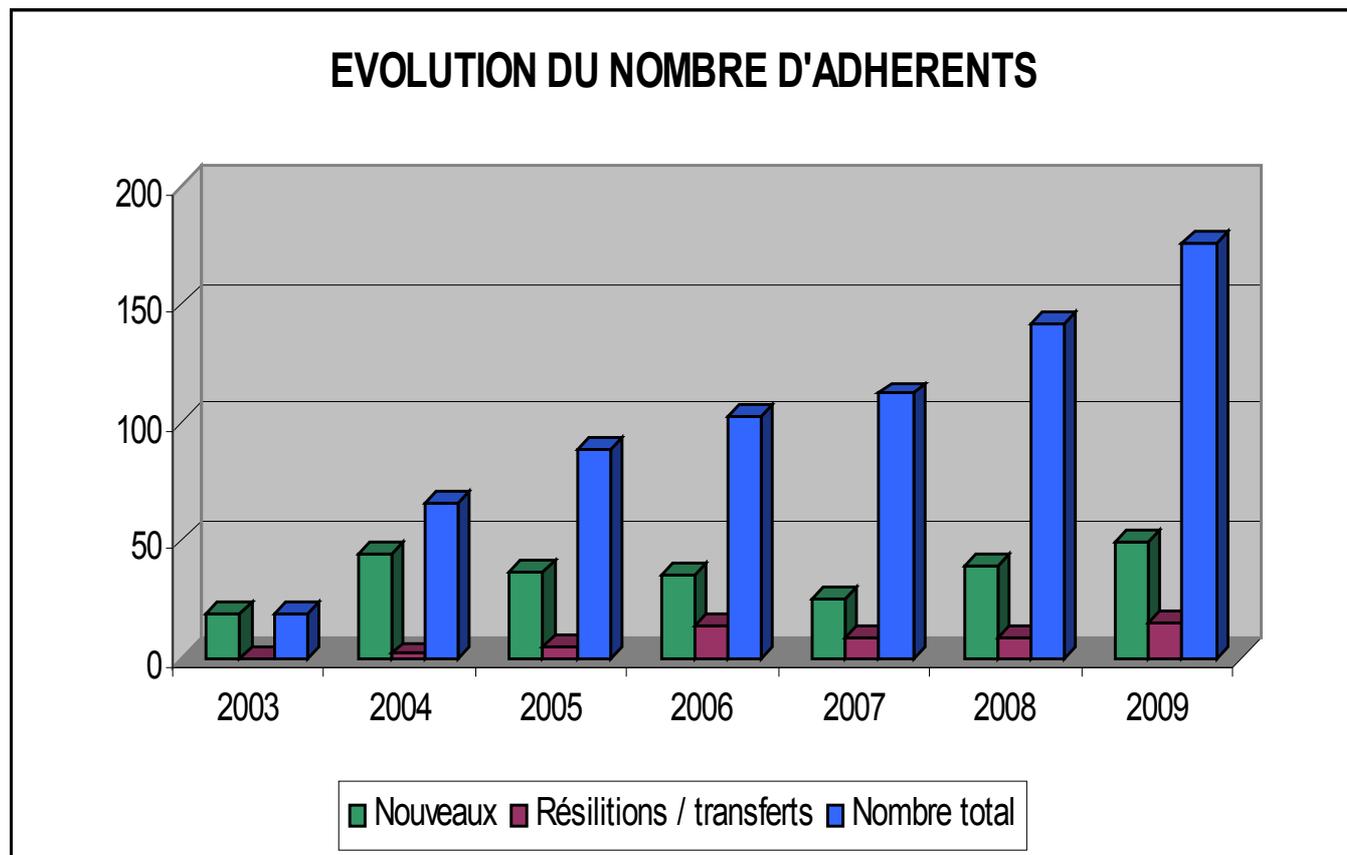
ANNEXE 1 bis : Liste des correspondants représentés

- 1 Emmanuel VIVE, A.D.I.C.O., donne pouvoir à Mylène RAMM, Somme Numérique
- 2 Agence Technique Départementale de l'Allier, donne pouvoir en blanc, remis à François RAYNAUD, Ville d'Arles
- 3 Daniel VITTE, Association des Maires de l'Isère, donne pouvoir en blanc, remis à Philippe ALLART, CUDL
- 4 Michel JANQUIN, Centre de Gestion du Pas-de-Calais, donne pouvoir à François ELIE, GrandAngoulême
- 5 Francis CROS, Cogitis, donne pouvoir à François ELIE, GrandAngoulême
- 6 Jean-Louis SPAETY, CAMSA, donne pouvoir en blanc, remis à Philippe ALLART, CUDL
- 7 José POZO, Communauté de Communes Lodévois et Larzac, donne pouvoir à François ELIE, GrandAngoulême
- 8 Jean-Louis BERTRAND, C.C. Sauer-Pechelbronn, donne pouvoir en blanc, remis à Renaud LAGRAVE, ALPI
- 9 Yannick GIQUEL, Conseil Général de la Drôme, donne pouvoir en blanc, remis à François RAYNAUD, Ville d'Arles
- 10 Rémy KLEIN, Conseil Général de l'Isère, donne pouvoir à François ELIE, GrandAngoulême
- 11 Michel NORMAND, Conseil Général de l'Orne, donne pouvoir à François ELIE, GrandAngoulême
- 12 Stéphane CLERCQ, Conseil Général des PO, donne pouvoir à J-F. MANGIN, Conseil Régional LR
- 13 Jean-Claude LODS, Conseil Général du Calvados, donne pouvoir à François ELIE, GrandAngoulême
- 14 Alain AUBERT, Conseil Général du Puy-de-Dôme, donne pouvoir à François ELIE, GrandAngoulême
- 15 Philippe GILLE, Conseil Général du Territoire de Belfort, donne pouvoir à François ELIE, GrandAngoulême
- 16 Serge TILLY, Conseil Régional de Lorraine, donne pouvoir à J-F. MANGIN, Conseil Régional LR
- 17 Eric PEUGNIEZ, Ville d'Annemasse, donne pouvoir à François ELIE, GrandAngoulême
- 18 Françoise LABEDADE, Ville de Bayonne, donne pouvoir à François ELIE, GrandAngoulême
- 19 Marie-Claude BOMPARD, Ville de Bollène, donne pouvoir à François ELIE, GrandAngoulême
- 20 Jean-Claude PERRIN, Ville de Bouc-Bel-Air, donne pouvoir à François ELIE, GrandAngoulême
- 21 Ville de Bras-sur-Meuse, donne pouvoir en blanc, remis à François RAYNAUD, Ville d'Arles
- 22 Ville de Cachan, donne pouvoir en blanc, remis à François RAYNAUD, Ville d'Arles
- 23 Henri ANTONA, Ville de Coti-Chiavari, donne pouvoir en blanc, remis à Renaud LAGRAVE, ALPI
- 24 Franck OBERLECHNER, Ville de La Chapelle-sur-Erdre, donne pouvoir en blanc, remis à Philippe ALLART, CUDL
- 25 Sébastien SAUNIER, Ville de Mions, donne pouvoir à François ELIE, GrandAngoulême
- 26 Marc-Noël FAUVEL, Ville de Rueil-Malmaison, donne pouvoir à François ELIE, GrandAngoulême
- 27 Lionel WALKER, Ville de Saint-Fargeau-Ponthierry, donne pouvoir à François ELIE, GrandAngoulême
- 28 Jean-Yves CAZORLA, Ville de Vienne, donne pouvoir à François ELIE, GrandAngoulême
- 29 Sylvain CORFU, SDIS des Vosges, donne pouvoir en blanc, remis à Renaud LAGRAVE, ALPI
- 30 Jean-Yves LELANDAIS, SICIM, donne pouvoir à François ELIE, GrandAngoulême
- 31 Benoît LIENARD, SI de Charente-Maritime, donne pouvoir à François ELIE, GrandAngoulême
- 32 Cédric BELLAN, SITPI, donne pouvoir à François ELIE, GrandAngoulême
- 33 Damien BOUILLON, Syndicat Mixte de la Vallée de l'Oise, donne pouvoir à François ELIE, GrandAngoulême
- 34 Yann BRETON, Gironde Numérique, donne pouvoir à Antoine GEORGEVAIL, Conseil Général de Gironde
- 35 Jean-Yves, VERN, Megalis Bretagne, donne pouvoir à François ELIE, GrandAngoulême
- 36 Pierre JARRET, PSIL, donne pouvoir à Alix MASCRET, Ecole Ouverte Francophone
- 37 Arlette CORBIN, Collège Lamartine de Soissons, donne pouvoir à Pierre JARRET, MUTUALIBRE
- 38 Gilles POLART-DONAT, Alixen, donne pouvoir en blanc, remis à Olivier FOSSE, BST Consultant
- 39 Michèle DRESCHSLER donne pouvoir à Jean-Louis BERNARD

ANNEXE 1 ter : Liste des correspondants invités

- | | |
|--|---|
| <ol style="list-style-type: none"> 1 Florence GABRIEL, KPMG Entreprises 2 Sylvain MASSOL, Ville d'Albi 3 Claude BOISSON, Ville de Limoges 4 Wilfrid-René HEIS 5 Christophe PELE, Linagora | <ol style="list-style-type: none"> 6 Georges AGNESE, AICRI 7 Jean-Marie MIGLIORE, Ville d'Echirolles 8 Laurent DEMAMETZ, Ville de Vedène 9 Olivier CHATOR, Conseil Général de la Gironde 10 Sylvain DEFROMONT, Centre de Gestion du Nord |
|--|---|

ANNEXE 2 : Graphique de présentation de l'évolution du nombre d'adhérents



ANNEXE 3 : Nouvelle composition du Conseil d'Administration

COLLEGE

collectivités territoriales et assimilées, des administrations et établissements dépendant de l'Etat, des établissements publics de santé et assimilés

- Agence Landais Pour l'Informatique
- Centre de Gestion du Nord
- Clermont Communauté
- Communauté Urbaine de Lille
- Communauté Urbaine de Toulouse
- Conseil Général des Pyrénées-Orientales
- Conseil Général de la Seine-Saint-Denis
- Conseil Régional d'Aquitaine
- Direction Générale de Modernisation de l'Etat
- GrandAngoulême
- SIVU des Inforoutes de l'Ardèche
- Ville d'Arles
- Ville de Paris
- Ville de Vedène

COLLEGE

membres associés « associations »

- Educ'OOo
- Ecole Ouverte Francophone

COLLEGE

membres associés « enseignement »

- Collège Lamartine de Soissons - Mme Arlette CORBIN
- MUTUALIBRE - M. Pierre JARRET

COLLEGE

membres associés « entreprises »

- BST Consultant

COLLEGE

membres associés « individus »

- M. Jean-Louis BERNARD
- Mme Claudine CHASSAGNE

COLLEGE

représentant des salariés

- M. Pascal KUCZYNSKI

ANNEXE 4 : Synthèse des modifications statutaires en vue de la RUP



Yves Milon
Laurent Filmont
Sandrine Milon

Avocats Associés

Cristelle Albaric
Christophe Hériard-Dubreuil
Ingrid Servadio-Ohayon
Pierre-Alexis Villand

Avocats

ADULLACT
Monsieur Matthieu PIAUMIER
315, Cour Messier
34000 MONTPELLIER

Paris, le 3 Mars 2010

Aff. : ADULLACT / DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE
N/Réf. : 20090128 – YMI/PAV/SMO

Cher Monsieur,

Pour répondre à votre préoccupation, je vous précise au moyen de la présente les différences dans la rédaction du projet de statut que je vous ai adressé et qui est calqué sur les statuts types pour une Association sollicitant une reconnaissance d'utilité publique, par rapport à vos statuts actuels.

- Le préambule a été supprimé (on pourrait le réintroduire).
- L'article 1^{er} nouveau reprend les anciens articles premiers « fondation », 2 « objet », 4 « siège », 5 « durée ».
- L'article 2 nouveau, relatif au moyen d'action de l'Association a été laissé en blanc, car il ne correspond pas exactement à la rédaction de l'article 3 ancien « les moyens ».
En effet l'article 3 ancien est davantage relatif aux buts, aux objectifs que poursuit l'Association plutôt qu'aux moyens proprement dits.
- L'article 3 nouveau d'une part, et l'article 6 ancien, ainsi que l'article 7 ancien « admission » d'autre part, sont identiques sur le fond (« les membres »).
- L'article 4 nouveau est identique à l'article 8 ancien (« radiation »).
- L'article 5 nouveau figure au chapitre « administration et fonctionnement » et est la reproduction pratiquement conforme de l'article 10 ancien « Conseil d'administration », de l'article 11 ancien « bureau » (l'article 12 ancien « les pouvoirs du Président » et reporté à l'article 9 nouveau).
- L'article 6 nouveau est la reproduction de l'article 14 ancien (« réunion du Conseil d'Administration »), mais j'ai gardé l'ancienne rédaction sauf sur « la voie électronique ».
- L'article 7 nouveau, sauf erreur, n'a pas son équivalent dans les statuts actuels :

136 Boulevard Haussmann
75008 PARIS
Tel +33 (0) 1 56 88 11 81
Fax +33 (0) 1 56 88 13 81
Fax +33 (0) 1 56 88 01 27

Palais : K 156

ymfl@ymfl-avocats.com
www.ymfl-avocats.fr

SELARL au capital de 15000 euros
481 558 674 RCS Paris
TVA Intracom. FR 35 481 558 674

ALTA-JURIS
INTERNATIONAL

- il s'agit de la rétribution et des remboursements de frais des membres du Conseil d'Administration.

- L'article 8 nouveau est la reproduction de l'article 15 ancien « Assemblée Générale » avec quelques modifications de forme.
- L'article 16 ancien « Assemblée Générale », n'a pas son équivalent dans les nouveaux statuts mais indirectement se retrouve à l'article 16 et 17 de ces derniers au chapitre « modifications des statuts et dissolution ».
- **Les articles 12, 13, 15, 18, et 19 nouveaux sont spécifiques aux associations reconnues d'utilité publique. Il en est de même des articles 20, 21 et 22 au chapitre « Surveillance et règlement intérieur ».**
- L'article 14 nouveau (« recette ») est plus précis et plus complet que l'article 9 ancien (« les ressources »).
- **Au chapitre VI « dispositions diverses » nouveau, j'ai repris ce qui ne figure pas dans les statuts types et qui figure au contraire dans les statuts actuels :**

- article 23 (article 13 ancien « personnel »).

- article 24 (article 19 ancien « Conseils auprès des Administrations et des collectivités territoriales »).

- article 25 nouveau (article 20 ancien «Protection des Logiciels libres »).

- article 26 nouveau (article 21 ancien «formalités pour déclaration de modifications »).

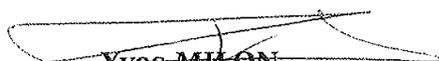
- article 27 nouveau : « approbation des modifications successives y compris celles à venir ».

* *
*

Je pense avoir été exhaustif.

Bien entendu je me tiens à votre disposition pour en parler avec vous et pour y apporter les modifications que vous souhaiteriez, dans la limite, me semble t-il, du respect, sinon de la forme au moins du fond de la rédaction des statuts types.

Veillez agréer, Cher Monsieur, l'assurance de mes sentiments distingués et dévoués.


Yves MILON
Avocat Associé
ymilon@ymfl-avocats.com


Pierre-Alexis VILLAND
Avocat à la Cour
pavilland@ymfl-avocats.com

ANNEXE 5 : Compte de résultat 2009

| COMPTE DE RÉSULTAT | | Exercice clos le 31/12/2009 (12 mois) | | Exercice précédent 31/12/2008 (12 mois) | | Variation absolue (12 mois) | | % | |
|--|----------------|---|----------------|---|----------------|-----------------------------------|----------------|---------------|--|
| | France | Exportation | Total | % | Total | % | Variation | % | |
| PRODUITS D'EXPLOITATION: | | | | | | | | | |
| Ventes de marchandises | | | | | | | | | |
| Production vendue de biens | | | | | | | | | |
| Cotisations | 579 810 | | 579 810 | 100,00 | 483 905 | 100,00 | 95 905 | 19,82 | |
| Montants nets produits d'expl. | 579 810 | | 579 810 | 100,00 | 483 905 | 100,00 | 95 905 | 19,82 | |
| AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION: | | | | | | | | | |
| Production stockée | | | | | | | | | |
| Production immobilisée | | | | | | | | | |
| Subventions d'exploitation | | | 40 000 | 6,90 | 72 560 | 14,99 | -32 560 | -44,86 | |
| Dons | | | | | | | | | |
| Cotisations | | | | | | | | | |
| Legs et donation | | | | | | | | | |
| Produits liés à des financements réglementaires | | | | | | | | | |
| (+)Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs | | | 10 225 | 1,76 | | | 10 225 | N/S | |
| Autres produits | | | 308 | 0,05 | 342 | 0,07 | -34 | -9,93 | |
| Reprise de provisions | | | | | | | | | |
| Transfert de charges | | | 818 | 0,14 | 5 460 | 1,13 | -4 642 | -85,01 | |
| Sous-total des autres produits d'exploitation | | | 51 351 | 8,86 | 78 361 | 16,19 | -27 010 | -34,46 | |
| Total des produits d'exploitation (I) | | | 631 161 | 108,86 | 562 266 | 116,19 | 68 895 | 12,25 | |
| Quotes-parts d'éléments du fonds associatif virées au compte de résultat | | | | | | | | | |
| PRODUITS FINANCIERS: | | | | | | | | | |
| De participations | | | | | 1 | 0,00 | -1 | -100,00 | |
| D'autres valeurs mobilières et créances d'actif | | | | | | | | | |
| Autres intérêts et produits assimilés | | | 383 | 0,07 | 21 | 0,00 | 362 | N/S | |
| Reprises sur provisions et transferts de charges | | | | | | | | | |
| Différences positives de change | | | | | | | | | |
| Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement | | | | | | | | | |
| Total des produits financiers (III) | | | 383 | 0,07 | 22 | 0,00 | 361 | N/S | |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS: | | | | | | | | | |
| Sur opérations de gestion | | | | | | | | | |
| Sur opérations en capital | | | | | | | | | |
| Reprises sur provisions et transferts de charges | | | | | | | | | |
| Total des produits exceptionnels (IV) | | | | | | | | | |
| TOTAL DES PRODUITS (I + II + III + IV) | | | 631 544 | 108,92 | 562 288 | 116,20 | 69 256 | 12,32 | |
| SOLDE DEBITEUR = DEFICIT | | | | | | | | | |
| TOTAL GENERAL | | | 631 544 | 108,92 | 562 288 | 116,20 | 69 256 | 12,32 | |
| CHARGES D'EXPLOITATION: | | | | | | | | | |
| Achats de marchandises et de matières premières | | | | | | | | | |
| Variation de stock marchandises et matières premières | | | | | | | | | |
| Autres achats non stockés | | | 57 232 | 9,87 | 31 215 | 6,45 | 26 017 | 83,35 | |
| Services extérieurs | | | 18 985 | 3,27 | 22 468 | 4,64 | -3 483 | -15,49 | |
| Autres services extérieurs | | | 107 926 | 18,61 | 91 262 | 18,86 | 16 664 | 18,26 | |
| Impôts, taxes et versements assimilés | | | 19 874 | 3,43 | 16 043 | 3,32 | 3 831 | 23,88 | |
| Salaires et traitements | | | 238 348 | 41,11 | 194 268 | 40,15 | 44 080 | 22,69 | |
| Charges sociales | | | 101 578 | 17,52 | 82 725 | 17,10 | 18 853 | 22,79 | |
| Autres charges de personnel | | | 26 624 | 4,59 | 39 448 | 8,15 | -12 824 | -32,50 | |
| Subventions accordées par l'association | | | | | | | | | |

| COMPTE DE RÉSULTAT (suite) | Exercice clos le 31/12/2009 (12 mois) | | Exercice précédent 31/12/2008 (12 mois) | | Variation absolue (12 mois) | % |
|--|---|---------------|---|---------------|-----------------------------------|----------------|
| Dotations aux amortissements | 10 332 | 1,78 | 11 022 | 2,28 | -690 | -6,25 |
| Dotations aux provisions | | | | | | |
| (-)Engagements à réaliser sur ressources affectées | | | 10 225 | 2,11 | -10 225 | -100,00 |
| Autres charges | 255 | 0,04 | 2 | 0,00 | 253 | N/S |
| Total des charges d'exploitation (I) | 581 155 | 100,23 | 498 678 | 103,05 | 82 477 | |
| Quote-part de résultat sur opérations communes (II) | | | | | | |
| CHARGES FINANCIERES: | | | | | | |
| Dotations financières aux amortissements et provisions | | | | | | |
| Intérêts et charges assimilées | 507 | 0,09 | 720 | 0,15 | -213 | -29,57 |
| Différences négatives de change | -3 | 0,00 | | | -3 | N/S |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières placements | | | | | | |
| Total des charges financières (III) | 503 | 0,09 | 720 | 0,15 | -217 | -30,13 |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES: | | | | | | |
| Sur opérations de gestion | | | | | | |
| Sur opérations en capital | | | 1 522 | 0,31 | -1 522 | -100,00 |
| Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions | | | | | | |
| Total des charges exceptionnelles (IV) | | | 1 522 | 0,31 | -1 522 | -100,00 |
| Participation des salariés aux résultats (V) | | | | | | |
| Impôts sur les sociétés (VI) | | | | | | |
| TOTAL DES CHARGES (I + II + III + IV + V + VI) | 581 658 | 100,32 | 500 921 | 103,52 | 80 737 | 16,12 |
| SOLDE CREDITEUR = EXCEDENT | 49 885 | 8,60 | 61 368 | 12,68 | -11 483 | -18,70 |
| TOTAL GENERAL | 631 544 | 108,92 | 562 288 | 116,20 | 69 256 | 12,32 |
| EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE | | | | | | |
| PRODUITS : | | | | | | |
| Bénévolat | | | | | | |
| Prestations en nature | | | | | | |
| Dons en nature | | | | | | |
| TOTAL | | | | | | |
| CHARGES : | | | | | | |
| Secours en nature | | | | | | |
| Mise à disposition gratuite de biens et services | | | | | | |
| Personnel bénévole | | | | | | |
| TOTAL | | | | | | |

ANNEXE 6 : Bilan 2009

| ACTIF | Exercice clos le 31/12/2009 (12 mois) | | | | Exercice précédent 31/12/2008 (12 mois) | |
|--|---|---------------|----------------|---------------|---|---------------|
| | Brut | Amort. & Prov | Net | % | Net | % |
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES: | | | | | | |
| Frais d'établissement | | | | | | |
| Frais de recherche et développement | | | | | | |
| Concessions, brevets, droits similaires | | | | | | |
| Fonds commercial | | | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | | | | | | |
| Immobilisations incorporelles en cours | | | | | | |
| Avances & acomptes sur immobilisations incorporelles | | | | | | |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES: | | | | | | |
| Terrains | | | | | | |
| Constructions | | | | | | |
| Installations techniques, matériel & outillage industriels | | | | | | |
| Autres immobilisations corporelles | 73 454 | 47 528 | 25 926 | 7,86 | 27 029 | 8,85 |
| Immobilisations grevées de droit | | | | | | |
| Immobilisations corporelles en cours | | | | | | |
| Avances & acomptes sur immobilisations corporelles | | | | | | |
| IMMOBILISATIONS FINANCIERES: | | | | | | |
| Participations | 50 029 | | 50 029 | 15,16 | 50 029 | 16,37 |
| Créances rattachées à des participations | | | | | | |
| Titres immobilisés de l'activité de portefeuille | | | | | | |
| Autres titres immobilisés | | | | | | |
| Prêts | | | | | | |
| Autres immobilisations financières | | | | | | |
| TOTAL (I) | 123 483 | 47 528 | 75 955 | 23,02 | 77 058 | 25,22 |
| STOCKS ET EN COURS: | | | | | | |
| Matières premières, approvisionnements | | | | | | |
| En cours de production de biens et services | | | | | | |
| Produits intermédiaires et finis | | | | | | |
| Marchandises | | | | | | |
| Avances & acomptes versés sur commandes | | | | | | |
| Créances usagers et comptes rattachés | 97 765 | | 97 765 | 29,63 | 69 450 | 22,73 |
| Autres créances | | | | | | |
| . Fournisseurs débiteurs | | | | | | |
| . Personnel | | | | | | |
| . Organismes sociaux | 428 | | 428 | 0,13 | | |
| . Etat, impôts sur les bénéfices | | | | | | |
| . Etat, taxes sur le chiffre d'affaires | | | | | | |
| . Autres | 300 | | 300 | 0,09 | 2 413 | 0,79 |
| Valeurs mobilières de placement | 25 455 | | 25 455 | 7,72 | 55 077 | 18,03 |
| Disponibilités | 130 027 | | 130 027 | 39,41 | 101 539 | 33,23 |
| Charges constatées d'avance | | | | | | |
| TOTAL (II) | 253 975 | | 253 975 | 76,98 | 228 478 | 74,78 |
| Charges à répartir sur plusieurs exercices (III) | | | | | | |
| Primes de remboursement des emprunts (IV) | | | | | | |
| Ecarts de conversion actif (V) | | | | | | |
| TOTAL ACTIF | 377 458 | 47 528 | 329 930 | 100,00 | 305 536 | 100,00 |

| PASSIF | Exercice clos le 31/12/2009 (12 mois) | | Exercice précédent 31/12/2008 (12 mois) | |
|---|---|--------|---|--------|
| FONDS ASSOCIATIFS ET RESERVES: | | | | |
| FONDS PROPRES | | | | |
| Fonds associatifs sans droit de reprise | | | | |
| Ecarts de réévaluation | | | | |
| Réserves | | | | |
| Report à nouveau | 156 058 | 47,30 | 94 690 | 30,99 |
| Résultat de l'exercice | 49 885 | 15,12 | 61 368 | 20,09 |
| AUTRES FONDS ASSOCIATIFS | | | | |
| -Fonds associatifs avec droit de reprise | | | | |
| . Apports | | | | |
| . Legs et donation | | | | |
| . Résultats sous contrôle de tiers financeurs | | | | |
| -Ecarts de réévaluation | | | | |
| -Subventions d'investissement sur biens non renouvelables | | | | |
| -Provisions réglementées | | | | |
| -Droits des propriétaires (commodat) | | | | |
| TOTAL (I) | 205 943 | 62,42 | 156 058 | 51,08 |
| PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | | | | |
| TOTAL (II) | | | | |
| FONDS DEDIÉS | | | | |
| . Sur subventions de fonctionnement | | | 10 225 | 3,35 |
| . Sur autres ressources | | | | |
| TOTAL (III) | | | 10 225 | 3,35 |
| DETTES | | | | |
| Emprunts et dettes assimilées | 7 633 | 2,31 | 11 157 | 3,65 |
| Avances & acomptes reçus sur commandes en cours | | | 6 920 | 2,26 |
| Fournisseurs et comptes rattachés | 22 873 | 6,93 | 36 530 | 11,96 |
| Autres | 93 481 | 28,33 | 84 647 | 27,70 |
| Produits constatés d'avance | | | | |
| TOTAL (IV) | 123 987 | 37,58 | 139 254 | 45,58 |
| Ecarts de conversion passif (V) | | | | |
| TOTAL PASSIF | 329 930 | 100,00 | 305 536 | 100,00 |